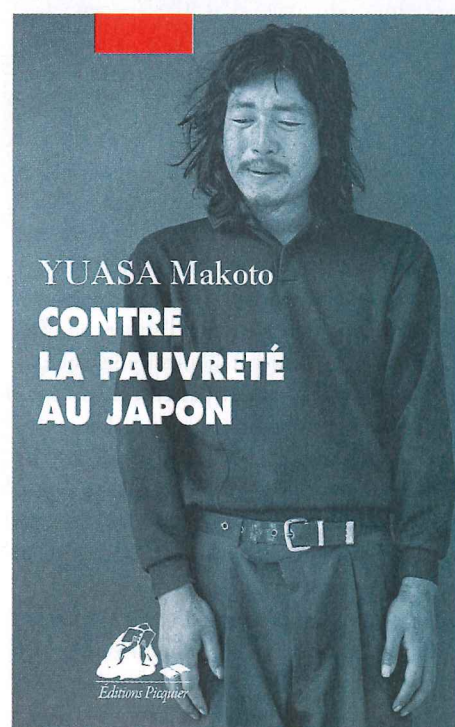


RENCONTRE **Une société à deux vitesses**

Pour YUASA Makoto, le Japon a trop tardé à prendre conscience de la poussée de la pauvreté dans l'Archipel.

En septembre 2017, *Zoom Japon* avait consacré un dossier à la question de la pauvreté dans l'Archipel. L'année dernière, *Une Affaire de famille* (*Manbiki kazoku*) de KORE-EDA Hirokazu a remporté la Palme d'or après avoir ouvert les yeux du public sur ce phénomène au Japon. Il y a 10 ans, YUASA Makoto a publié *Contre la pauvreté au Japon* (*Han hinkon : suberidai shakai kara no dasshutsu*, trad. par Rémi Buquet, éd. Philippe Picquier) dans lequel il alertait l'opinion publique nipponne et appelait les autorités à prendre la mesure du problème qui s'est développé durant l'ère Heisei (1989-2019). Fort de son expérience et de son engagement contre cette paupérisation de la société, il porte un regard sans concession sur ces trois décennies écoulées tout en gardant l'espoir que la prochaine ère sera celle d'une plus grande solidarité.

L'ère Shōwa (1925-1989) a été ce qu'on a appelé l'époque de la classe moyenne de masse (*ichioku sōchūryū jidai*). Avec la publication, en 2017, du livre d'AMAMIYA Karin dont le



YUASA Makoto
CONTRE LA PAUVRETÉ AU JAPON

■ RÉFÉRENCE

CONTRE LA PAUVRETÉ AU JAPON, de YUASA Makoto, trad. par Rémi Buquet, éd. Philippe Picquier, 20,50 €.

titre peut être traduit par "l'époque de la pauvreté de masse" (*ichioku sōhinkon jidai*, inédit en français), pensez-vous que l'ère Heisei soit celle d'une paupérisation massive au Japon ? YUASA Makoto : L'ère Heisei a commencé en 1989 et juste après, nous avons assisté à l'éclatement de la bulle spéculative. C'est à ce moment-là qu'un certain nombre de sans-abris ont commencé à être visibles dans les rues. Mais ce phénomène a été mal compris pendant de longues années. La plupart des réactions les concernant étaient qu'il s'agissait de gens "étranges", "bizarres" qui ne voulaient pas trouver un logement ou un travail. Parallèlement, on a aussi vu apparaître ce qu'on appelle les "freeters" [néologisme forgé à partir du terme anglais "free" (libre) et du mot allemand "arbeiter" (travailleur)], c'est-à-dire des jeunes sans emploi régulier (*hiseikikoyō*) sans que l'on en saisisse non plus l'ampleur. C'est pourquoi je pense que l'ère Heisei qui a duré 30 ans peut être divisée en deux. Les vingt premières années au cours desquelles le problème de la pauvreté a été complètement occulté et les dix dernières qui ont marqué une certaine prise de conscience.

Comment en êtes-vous venu à vous pencher sur cette question ?

Y. M. : Quand j'ai commencé à m'intéresser à ce sujet, je ne pensais pas qu'il s'agissait d'une question de pauvreté, mais plutôt d'une forme de discrimination. C'est seulement en 2006 que j'ai mis le mot de "pauvreté" sur ce problème. Cela correspondait à la fin du gouvernement de KOIZUMI Jun'ichirō qui a mené pendant 5 ans de nombreuses réformes néolibérales, notamment en flexibilisant le modèle social nippon. A l'époque, lorsque j'évoquais cette question, on me rétorquait souvent que cela relevait de cas individuels et que ceux-ci étaient rares. Peu importe le nombre de cas soulevés, on m'expliquait qu'il s'agissait de cas isolés. En 2009, cela a changé quand le gouvernement a publié pour la première fois le taux de pauvreté. Il s'établissait alors à 16 %, ce qui faisait du Japon le quatrième pire pays de l'OCDE dans ce domaine juste derrière la Turquie, le Mexique et les Etats-Unis ! Les choses ont alors changé puisque la société ne pouvait plus nier ce phénomène puisqu'il y avait désormais des chiffres officiels. On a aussi découvert que la pauvreté touchait beaucoup les femmes, les personnes âgées et les enfants. On a compris qu'il y avait des catégories de personnes pauvres et qu'il ne s'agissait pas, comme on l'avait dit, de cas isolés. La prise de conscience ne veut pas dire pour autant que la situation se

soit améliorée. Il y a tout de même eu des lois et des mesures pour tenter de la corriger, mais sans grand succès.

Comment expliquez-vous que les Japonais aient tendance à nier cette réalité ?

Y. M. : Une des raisons qui me vient tout de suite à l'esprit, c'est qu'il est très pénible de reconnaître qu'il existe des problèmes dans la société. Il y a toujours cette tendance à vouloir croire que tout va bien. Et lorsqu'il y a des cas qui pourraient nous montrer que les choses ne vont pas si bien que ça, il est plus simple et facile de se dire que c'est ce que les personnes souhaitent. Lorsqu'on voit une personne sans abri, tout le monde se demande ce qui a pu lui arriver, pourquoi il dort dans la rue, s'il faut aller lui parler. Tout un tas de questions assaillent les gens et cela les met dans une position inconfortable. Et donc l'une des solutions consiste à se dire que c'est son problème. Ça devient plus simple d'expliquer les choses comme ça. On se dédouane de cette manière. Dans mon livre, j'évoque justement la question de la "responsabilité individuelle" (*jiko sekinin*). Normalement, ce terme veut dire le fait d'être responsable de ses actes, je pense que c'est tout à fait important d'essayer d'être responsable de ses actes. Mais dans le contexte actuel du Japon, il me semble que l'on utilise cette notion plutôt comme une excuse pour ne pas aider l'autre : si l'autre est dans la pauvreté, c'est de sa faute, ce n'est pas de la mienne. Ce n'est pas ma responsabilité, c'est la responsabilité de l'autre, c'est ce que j'appelle "*tako sekinin*" (en référence à l'expression *jiko sekinin*). Pour moi, c'est l'expression d'une irresponsabilité sociétale ou collective si vous préférez.

Le cas des "freeters" est intéressant puisque le terme, apparu au milieu des années 1980 désignant des jeunes refusant des contrats de travail classiques, fait désormais écho à la précarité.

Y. M. : Il faut se souvenir que ce terme a été forgé en 1985 par l'entreprise Recruit spécialisée dans le recrutement afin de désigner les personnes refusant d'être pieds et mains liés à une entreprise. Beaucoup d'entre elles se sont donc retrouvées sans contrat régulier. En réalité, je ne pense pas qu'elles refusaient d'avoir un contrat à durée indéterminée ou qu'elles ne voulaient pas devenir des salariés réguliers, mais elles ne souhaitaient pas consacrer leur vie à leur entreprise. Cette génération de jeunes refusait d'emboîter le pas de leurs parents qui avaient justement consacré leur existence à l'entreprise. Ils ont vu leur père travailler énormément, ils les ont vus se sacrifier



YUASA Makoto lors de son passage à Paris mi-mars.

quelles que soient les exigences de leur entreprise. Cette façon de travailler n'était pas celle que de nombreux jeunes envisageaient. Mais avec l'éclatement de la bulle financière au début de la décennie suivante et la crise qui en a découlé, le recours aux contrats non réguliers s'est imposé et a touché un nombre croissant d'hommes, ce qui était nouveau. Et si, au fond, beaucoup de personnes ne souhaitent toujours pas s'engager à vie pour une entreprise, leur précarisation s'est accentuée et le regard que la société leur porte est plutôt négatif.

En définitive, c'est lié au rapport que les Japonais entretiennent avec le travail. Peu à peu, le marché du travail au Japon s'est divisé en deux pôles. Il y a les travailleurs réguliers que je considère pour ma part comme des "super travailleurs réguliers". Ils travaillent à temps plein, ils bénéficient d'une promotion à l'ancienneté qui tient compte des différents événements de la vie du salarié (mariage, naissance, éducation des enfants, etc.) et bénéficient d'une protection sociale très importante. En échange de cette protection, les personnes s'investissent énormément dans leur travail. A l'inverse, les travailleurs non réguliers ont une situation nettement moins avantageuse. Leur

saire est bien plus faible et ils ne bénéficient pas du même régime de sécurité sociale. Même s'ils accomplissent le même travail, compte tenu de leur statut, ils sont beaucoup moins protégés. Et il leur est très difficile de vivre avec un salaire horaire de 1 000 yens (8 euros). Il faut savoir qu'aujourd'hui 40 % des emplois au Japon sont des emplois non réguliers, ce qui est énorme.

Cette précarisation d'une partie de la population a de nombreuses conséquences négatives, l'une des principales étant, me semble-t-il, la baisse de la natalité dans la mesure où les naissances hors mariage sont rares dans l'Archipel. Et au Japon, se marier coûte cher....

Y. M. : Tout à fait. D'ailleurs, j'ai rencontré, il y a quelques jours, des membres du Parti libéral-démocrate, la formation du Premier ministre ABE Shinzō, pour discuter du lien entre pauvreté et baisse de la natalité. En fait, tout le monde s'attendait à un troisième baby-boom. On savait depuis longtemps que le phénomène de vieillissement de la population était enclenché, mais plusieurs démographes estimaient qu'il y aurait un troisième baby-boom qui lisserait la courbe décroissante. Mais les chiffres sont têtus et mon-

trement que celui-ci ne s'est pas produit et qu'il n'aura pas lieu. La raison principale de cette absence de rebond démographique est liée à la précarité et à l'accroissement du nombre de travailleurs non réguliers. On a ainsi quelques chiffres qui viennent le confirmer. On sait par exemple que les hommes et les femmes entre 35 et 40 ans qui vivent encore chez leurs parents et qui ne sont pas mariés représentent quelque 3 millions d'individus. Ces personnes-là sont des travailleurs non réguliers et n'ont pas les moyens de vivre en dehors de chez leurs parents. Ils ne font pas d'enfants. Et sans enfants, pas de baby-boom. Les responsables politiques semblent désormais chercher une réponse à ce problème-là, mais je pense que c'est bien trop tard. Ces gens appartiennent à la génération qui a connu ce qu'on a appelé "l'ère glaciaire de l'emploi" au milieu des années 1990 et en plus d'avoir à vivre avec des salaires bien plus faibles, ils ont vécu une absence de reconnaissance sociale. Dans la mesure où le modèle social japonais était basé sur l'idée que l'homme gagne tous les revenus du foyer, cela signifiait que, pour être un "homme", il fallait être capable de remplir cette tâche. Par conséquent, tout homme incapable



WildeBunch

Palme d'or au Festival de Cannes 2018, "Une Affaire de famille" pointe du doigt la paupérisation du Japon.

de le faire ne peut prétendre à ce statut. Il est donc important d'avoir en tête que ces personnes âgées aujourd'hui d'une quarantaine d'années et en situation de précarité ont vécu ces deux dernières décennies avec ces stigmates et qu'elles en ont beaucoup souffert. Je pense qu'il faut pour une personne autant de temps pour se rétablir que celui durant lequel elle a été en souffrance. Si cela fait 20 ans que ces personnes souffrent, il leur faudra aussi 20 ans pour s'en remettre. Elles auront alors une soixantaine d'années. Bien trop tard pour faire des enfants. Voilà pourquoi il est indispensable qu'il y ait un engagement de la société à leur égard pour les amener à s'y intégrer davantage au-delà de leur simple rôle économique. Il faut des lieux de sociabilité pour leur permettre au moins d'obtenir cette reconnaissance sociale qui fait défaut. Il faut leur redonner de l'énergie pour repartir. Sans cela, l'avenir démographique du pays est bel et bien compromis.

L'ère Heisei aura été finalement marquée par une prise de conscience de la pauvreté, pensez-vous que la prochaine incarnée par l'empereur Naruhito sera celle de la solidarité ?

Y. M. : Je l'espère bien. Je vais tout faire dans ce sens. Je suis responsable d'une association en charge de cantines pour enfants (*kodomo shokudô*, voir *Zoom Japon* n°73, septembre 2017) dont la mission consiste à fournir des repas aux enfants défavorisés. Au cours des trois dernières années, quelque 3 000 lieux de ce type ont été créés dans tout le pays. Les personnes qui y travaillent ne sont pas des militants, mais plutôt

de simples citoyens qui finalement se sont dit que la solidarité était la seule réponse possible à ce problème-là. Ce mouvement constitue un bon exemple de ce que pourrait être cette prochaine ère de solidarité.

C'est en tout cas l'illustration d'une prise de conscience générale de ce phénomène de pauvreté après des années de dénégation... Peut-on y voir un retour des solidarités anciennes qui existaient au sein des villages ?

Y. M. : Il y a des similitudes, mais j'y vois une différence notable. Les solidarités d'aujourd'hui sont plus inclusives que les communautés de village traditionnelles où les femmes et les enfants n'avaient guère leur place. Actuellement, la plupart des communautés créées le sont pour les femmes et les enfants. Cela dit, on voit aussi des associations de quartier, qui, elles, sont plus proches de ces fameuses communautés de village, proposer des cantines pour enfants et participer à leur développement. Je suis vraiment ravi de voir que l'ancien modèle évolue et s'adapte aux nouvelles formes de solidarité.

Le film de KORE-EDA Hirokazu, *Une Affaire de famille*, Palme d'or à Cannes en 2018, a été l'occasion pour de nombreux Européens de découvrir le sujet de la pauvreté au Japon. Sorti la dernière année de l'ère Heisei, pensez-vous qu'il en soit l'une des œuvres les plus symboliques ?

Y. M. : On peut en effet considérer ce film comme un symbole de ces 30 dernières années. Il y a bien eu au cours de la décennie écoulée une prise de

conscience, c'est certain, mais je pense que rien ne changera si les services publics ne remplissent pas leur rôle. D'ailleurs, le film met bien en évidence l'absence de l'Etat. Les personnages font tout pour s'en sortir par leurs propres moyens. Ils ont des stratégies individuelles pour s'en sortir. Cela fait 30 ans que ce problème existe et les pouvoirs publics ne sont toujours pas au rendez-vous. Notre plus grand défi est de réintroduire du service public et d'agir concrètement sur les situations de ces personnes démunies.

Alors que le Japon s'apprête à entrer dans une nouvelle ère impériale, le gouvernement souhaite changer les règles en matière d'immigration. Ne pensez-vous pas que ces populations étrangères puissent se retrouver confrontées à la pauvreté en cas de difficultés économiques ?

Y. M. : C'est en effet un sujet d'inquiétude. Le gouvernement persiste à dire qu'il ne s'agit pas d'une politique d'immigration. L'idée avancée est que les personnes viennent au Japon, y travaillent 5 ans et retournent dans leur pays d'origine. En réalité, personne ne sait vraiment comment les choses vont se dérouler. Il y a une possibilité ouverte au regroupement familial, mais là encore, nous n'avons aucune idée de la manière dont cela va se passer. En n'admettant qu'il ne s'agit pas d'une politique d'immigration, le gouvernement ne prend aucune mesure pour favoriser l'intégration de ces populations. Il n'y a pas par exemple d'enseignement du japonais. cela ne va pas faciliter leur intégration et plutôt encourager leur exclusion voire leur paupérisation en cas de difficultés. Heureusement qu'il existe dans certains endroits des lieux d'échanges culturels qui permettent de combler ces manquements.

Ces problèmes existent déjà et se sont développés depuis une dizaine d'années. Mais comme pour la question de la pauvreté des Japonais, on a tendance à nier cette réalité. Il y a des écoles, par exemple, autour de Nagoya où il y a une importante communauté venue d'Amérique latine. Nombre d'entre eux sont des descendants des Japonais émigrés dans cette partie du monde au début du XX^e siècle. Là-bas, les enfants qui n'ont pas la nationalité japonaise représentent 50 % des effectifs. Ils n'ont pas forcément d'enseignement du japonais. Ils se retrouvent dans un système éducatif calqué sur celui des enfants handicapés. Beaucoup d'entre eux ne peuvent pas suivre une scolarité normale et se retrouvent dans un angle mort de la société japonaise. Ce phénomène existe depuis une bonne dizaine d'années et le gouvernement ne s'y intéresse pas. Je ne vois pas comment les choses pourraient s'améliorer s'il entretient le flou sur ses intentions en matière migratoire. Les risques de paupérisation et d'exclusion ne feront que se renforcer.

PROPOS RECUEILLIS PAR GABRIEL BERNARD